ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Carte scolaire en milieu rural

Question au Gouvernement n° 412

Texte de la question

CARTE SCOLAIRE EN MILIEU RURAL

Mme la présidente . La parole est à M. Loïc Kervran.

M. Loïc Kervran . Députés de territoires ruraux – j'associe notamment mon collègue, Jérémie Patrier-Leitus à ma question –, nous sommes en colère. *(« Ah ! » sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.)*

Madame la ministre de l'éducation nationale, votre ministère ne respecte pas la volonté des parlementaires. Avec votre engagement et votre soutien, nous avons fait un choix politique fort dans le budget que nous venons tout juste d'adopter : celui de ne pas supprimer de postes d'enseignants, malgré la chute de notre démographie scolaire. *(« Eh oui ! » sur plusieurs bancs du groupe SOC.)*

Pourtant, votre ministère poursuit une politique de fermeture massive de classes, en particulier dans les zones rurales. Ainsi, dans le Cher, qui ne devait rendre que deux postes, le directeur académique a souhaité fermer dix-huit classes.

Un député du groupe LFI-NFP . Fallait voter la censure !

M. Loïc Kervran . Analysons les choix de votre administration : ils veulent fermer à Lignières, où nous avons ouvert il y a moins de six mois – le yo-yo est-il la nouvelle politique du gouvernement ?

Que dire de la fermeture à Sancoins, rare réseau d'éducation prioritaire rural de France, où les équipes pédagogiques subissent la précarité pour la troisième année consécutive ?

La fermeture à Châteaumeillant arrive alors que la commune a engagé la fusion des écoles maternelle et primaire : punir ceux qui se réorganisent, est-ce une bonne politique ?

Vos services veulent fermer à Nérondes, alors que la commune a été accompagnée à hauteur de 1 million d'euros pour réaliser des travaux dans l'école : fermer là où l'État a investi, comment est-ce possible ?

Ma circonscription, la plus rurale du Cher, est particulièrement visée avec dix fermetures. Quel est le message ? Quel que soit le budget adopté par le Parlement, nos territoires ruraux subissent le rouleau compresseur des fermetures.

Cette France rurale en a assez de se sentir piétinée, abandonnée, méprisée. *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.)*

Madame la ministre, pouvez-vous nous aider à mettre fin à cette politique absurde ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe HOR et sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et DR. – M. Yannick Monnet applaudit également.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mme Élisabeth Borne, *ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche .* Étant moi-même élue d'une circonscription rurale, je suis particulièrement attentive à ce sujet, et consciente de ce que peut signifier une fermeture de classe dans le monde rural.

Je suis également consciente de la nécessité de permettre aux élus d'anticiper l'organisation pédagogique de leur territoire – regroupements pédagogiques intercommunaux ou territoires éducatifs ruraux –, mais aussi d'adapter le périscolaire ou les transports scolaires. J'y insiste, je mesure parfaitement les attentes de ces territoires. *(Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.)*

Vous avez raison, pour 2025, alors que nous faisons face à une baisse démographique très importante – l'équivalent d'une génération d'élèves en moins en dix ans –, nous avons fait le choix de la stabilité des moyens.

Ce taux d'encadrement inédit nous permettra de répondre à des politiques prioritaires. C'est le cas du remplacement des enseignants – je sais que vous y êtes sensible dans un territoire rural comme le vôtre – avec le réarmement des brigades de remplacement. C'est aussi le cas de l'école inclusive, que nous continuerons à promouvoir.

Je regrette que les discussions aient débuté tardivement, compte tenu du vote de ce budget.

M. Antoine Léaument . On ne l'a pas voté !

Mme Danielle Simonnet . Arrêtez de fermer des classes !

Mme Élisabeth Borne, *ministre d'État .* Mais elles ne sont pas terminées dans votre département, comme dans beaucoup d'autres où les instances ne se sont pas encore réunies. Nous serons attentifs à ce que le nombre d'élèves par classe n'augmente pas, tout en assurant un maillage territorial qui répond aux attentes des parents. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – M. Laurent Wauquiez applaudit également.)*

Données clés

Auteur : M. Loïc Kervran
Circonscription : Cher (3e circonscription) - Horizons & Indépendants
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 412
Rubrique : Ruralité
Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche
Ministère attributaire : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 19 février 2025
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 février 2025